

Les rustines du Titanic

A l'Assemblée Nationale, les députés socialistes ont combattu le plan de rigueur du Gouvernement qui n'est ni juste, ni sérieux.

« Alors que depuis dix ans la politique de défiscalisation en faveur des riches et des entreprises du CAC 40 fait perdre plus de 100 milliards au budget de l'État et plombe la dette de la France, les responsables de cette faillite veulent faire croire qu'un coup de rabet de quelques niches fiscales trop voyantes va empêcher leur *Titanic* de couler », a ironisé Jean-Marc Ayrault.

Le doublement de la taxe sur les Mutuelles en est sans doute la mesure la plus emblématique de cette politique particulièrement injuste.

Ce nouvel impôt sur la santé vient s'ajouter à la cascade de franchises médicales, de déremboursements ou de forfaits qui, depuis cinq ans, font office de cataplasmes sur la dette sociale.

Le ministre demande avec une naïveté touchante que les mutuelles ne repercutent pas la hausse de la taxe sur leurs assurés. « Il nous avait fait le même coup pour Total et l'augmentation des prix de l'essence. A la fin, les Français ont payé », rappelle le président du groupe à l'Assemblée.

« Au moment où la crise économique et sociale s'amplifie, la hausse des cotisations des complémentaires santé va fragiliser un peu plus l'accès des Français à la santé », regrette le député du Finistère, Gilbert Le Bris.

« C'est évidemment une hausse à peine déguisée des impôts pour la grande majorité des Français, puisque ce choix va conduire à l'augmentation des cotisations de millions de retraités et de salariés, dont certains hésitaient déjà à maintenir leur adhésion à ces organismes. Selon les calculs, cela pourrait représenter un mois de cotisation supplémentaire », dénonce également Jean-Jacques Urvoas, son homologue.



Les Parlementaires en première ligne

La maîtrise des finances publiques, c'est une réforme fiscale en profondeur qui pèse davantage sur la rente et moins sur le capital, c'est la concentration de la dépense publique sur le rétablissement de l'appareil productif, c'est un nouveau contrat social où les aides de l'État sont la contrepartie d'engagements des partenaires sociaux sur l'investissement, l'emploi et les salaires, c'est la réorientation des choix politiques et financiers de l'Europe.

On ne se sauvera pas de la dette sans une nouvelle stratégie de croissance. Et il ne faut rien attendre de ce Gouvernement dans ce domaine. 🇫🇷

**CAP
FINISTÈRE**

26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER

DÉPOSÉ LE 15/09/2011



Dossier de la semaine

Une autre voie est possible



Vie de la Fédération

Des Primaires transparentes



Interview

Émeutes : il faut en tirer les leçons

Avec Axelle Lemaire

Liaisons dangereuses

Pourquoi l'UMP avait-elle eu besoin, à Nice, pendant l'Université d'été du Front national, d'organiser un contre-meeting ? Pour donner un peu plus de retentissement à ce rassemblement ? Pour montrer que, sur bien des sujets, l'UMP peut « faire jeu égal » avec le FN ?

Face au Front National, la droite n'a jamais eu de position ferme. Parfois, elle a su rester inflexible et refuser toute compromission. Mais, aujourd'hui, les digues semblent moins solides. La fille semble plus fréquentable que son père. Mais, le discours tenu par la présidente du FN, en clôture de l'Université d'été de son parti, montre que la préférence nationale et le rejet des étrangers restent la base de son programme.

La parole aux Français



« Dès 2006, la Fédération du Finistère s'était prononcée pour l'organisation de Primaires », a rappelé Louis Le Pensec à Moëlan-sur-Mer. Il est, par conséquent, naturel que la Fédération soit en pointe dans cette mobilisation. D'ailleurs, deux jours avant la Fête de la Rose, le Conseil fédéral qui s'est tenu à Brest était entièrement consacré à cette question. Car, à un mois du premier tour, il convient de s'assurer que le dispositif mis en place pour la journée du vote, mais aussi pour le récolement des résultats, sera bien opérationnel.

Pour se faire, Karim Ghachem a insisté auprès des présidents de bureaux de vote Primaires pour qu'ils mobilisent suffisamment d'assesseurs et qu'ils organisent des simulations de vote de manière à ce que chacun, le 9 octobre à 9 heures, soit opérationnel.

Pour que tout le monde puisse se rendre compte de la réalité d'un bureau de vote Primaires, une simulation était présentée à la Fête de la Rose de Moëlan et Martine Aubry, elle-même, s'est livrée à cet exercice.

Alors que l'UMP tente de faire croire à de fausses querelles, tous les intervenants ont insisté sur le caractère vraiment démocratique de cette nouvelle forme de désignation. « Il s'agit d'une compétition ouverte et moderne », a rappelé le maire de Moëlan, Nicolas Morvan, alors que Marc Coatanéa a invité tous les sympathisants de gauche à venir voter les 9 et 16 octobre, car la droite espère une faible participation.

Pour Martine Aubry la victoire en 2012 passe d'abord par un succès des Primaires qui permettront aux électeurs de s'exprimer dans un élan démocratique. Mais, cette participation des Français ne prendra pas fin le 16 octobre avec la désignation d'un ou d'une candidate. « Nous continuerons à leur demander de s'exprimer sur des sujets essentiels comme la santé, la décentralisation, la dépendance », a indiqué Martine Aubry. La théorie du Care peut provoquer des polémiques mais, il ne sera pas possible de changer la société si les citoyens eux-mêmes attendent tout de l'État et ne prennent pas soin de ce qui les entoure.

Une autre voie est possible

Invitée de la Fête de la Rose en qualité de première secrétaire nationale, alors qu'elle n'était pas encore candidate aux Primaires citoyennes, Martine Aubry, comme tous les orateurs qui se sont succédés à la tribune de la Fête de la Rose de la 8^e circonscription, a dénoncé le bilan de Nicolas Sarkozy et insisté sur l'impérieux devoir de victoire pour la gauche en 2012.

tremblé lorsqu'il a nationalisé, libéré les ondes ou aboli la peine de mort. « Nous devons être sérieux et ambitieux », a résumé la maire de Lille. Parfois, lorsqu'on constate des échecs, il faut en tirer les conséquences. C'est ainsi que l'ancienne ministre du Travail a indiqué, concernant l'égalité hommes-femmes, que les mesures incitatives ne suffisent pas : la gauche au pouvoir imposera l'égalité de salaires. De même pour la santé, la liberté d'installation des médecins sera contrôlée de manière à ce que les déserts médicaux disparaissent.



Tous ensemble pour gagner

Pour Martine Aubry il ne faut pas tomber dans le piège de la « Règle d'or » que tend Nicolas Sarkozy. Il dit vouloir sauver le triple A de la France mais c'est le triple E, qu'il faut défendre. « Comme les trois E d'Éducation, Emploi et Environnement ». « Car la "Règle d'or" n'aurait de sens que si le Gouvernement agissait maintenant pour réduire les déficits », a rappelé celle qui ramena les comptes sociaux à l'équilibre, lorsqu'elle était ministre.

Cette année, c'est à Moëlan-sur-Mer que les socialistes de la 8^e circonscription (Concarneau-Quimperlé) ont organisé leur traditionnelle Fête de la Rose qui marque la rentrée politique dans le Finistère. « Cette section s'est créée dès 1971 », a rappelé le secrétaire de la section, Denis Deffay qui entend bien prolonger l'action de ses illustres prédécesseurs. « Car, il ne faut pas oublier qu'il n'était pas facile d'être socialiste dans les années 70 ».

Comment financer ces priorités ? En revenant sur les avantages fiscaux accordés aux plus riches. « En supprimant les défiscalisations des heures supplémentaires ou les avantages accordés aux multipropriétaires, il est possible de dégager dix milliards ».

En cette rentrée, les parlementaires Gilbert Le Bris ou Maryvonne Blondin et responsables du PS, Marc Coatanéa, premier secrétaire fédéral, mais aussi Michel Loussouarn, délégué de la circonscription, ont vivement dénoncé les mesures anti sociales du Gouvernement. D'abord dans le domaine scolaire. « On nous dit que la priorité du projet de l'UMP pour 2012 sera l'éducation. Mais nous aurions préféré qu'elle fut celle du Gouvernement depuis cinq ans », a ironisé la sénatrice du Finistère.



1 500 personnes à Moëlan

Une autre voie est possible ont martelé tous les orateurs. Pour Martine Aubry, être de gauche, c'est vouloir « changer la vie » et ne pas abandonner ses engagements. Comme François Mitterrand qui n'a pas

Mais, c'est tout le système économique et financier que les socialistes veulent changer en remettant la finance à sa place et en remettant l'économie et la politique au centre. Il ne faudra pas suivre l'exemple de Nicolas Sarkozy, très fort pour les discours, mais agir vraiment pour une politique industrielle, une réforme des finances internationales et une lutte, résolue, contre les paradis fiscaux. Bref, avoir un cap et s'y tenir. 🇫🇷

Des Primaires transparentes

Le 12 septembre, Marc Coatanéa, premier secrétaire fédéral, a présenté officiellement les membres de la Commission départementale de recensement des votes, dans le Finistère, qui sont indépendants et impartiaux.

« Ces désignations ont été approuvées à l'unanimité par les mandataires des candidats (1) ou leurs représentants à l'occasion du Comité départemental d'organisation des Primaires (CDOP) qui s'est tenu le 9 septembre, à Quimper », a précisé le premier secrétaire fédéral.

Jacques Serba a été désigné comme représentant départemental de la Haute autorité des Primaires, présidée nationalement par Jean-Pierre Mignard. Fonctionnaire et militant associatif, Jacques Serba n'est pas adhérent au PS. « Il nous a semblé important, dans un souci de



Les membres de la CRDV

transparence, de confier cette responsabilité à quelqu'un qui ne fait pas parti du PS », a indiqué Marc Coatanéa. C'est lui qui sera chargé de contrôler la régularité des opérations de campagne et de trancher les éventuels contentieux.

Il peut être saisi directement, par les délégués des candidats ou par tout citoyen qui estime que la charte éthique

n'est pas respectée, à l'adresse : hauteautoriteprimaires29@gmail.com

A ses côtés, Alix Vourch, ancienne élue de Brest et Jean Moubian, ancien maire de Guilers, formeront la Commission départementale de recensement des votes (CRDV). « Eux seuls vérifieront et proclameront les résultats, les 9 et 16 octobre »,

précise le premier secrétaire fédéral. « Ce processus de désignation se déroulera dans la plus totale transparence », a-t-il assuré.

(1) Gilbert Le Bris pour Arnaud Montebourg, Richard Ferrand pour Martine Aubry, Bernard Poignant pour François Hollande et Stéphane Riou pour Ségolène Royal. 🌹

Interview

Émeutes : il faut en tirer les leçons

Avec Axelle Lemaire

« Le contexte socio-économique est propice aux émeutes », estime Axelle Lemaire, secrétaire de la section du PS à Londres et candidate à l'élection législative dans la 3^e circonscription de l'étranger (Europe du Nord).

Cap Finistère : Comment expliquer la flambée de violence qui a embrasé la Grande-Bretagne cet été ?

Axelle Lemaire : Ce type de violences urbaines s'inscrit dans un contexte historique : des émeutes ont éclaté régulièrement en 1976, 1981, 1985, 2001. Tottenham fut déjà le théâtre d'émeutes et reste marqué de ces stigmates. Les événements du mois d'août ont pris le pays par surprise mais, pas les spécialistes des quartiers défavorisés. Des experts associatifs avaient prédi un « été chaud ». Dans un contexte d'austérité économique, les coupes budgétaires du Gouvernement Cameron ont eu des conséquences immédiates.

A Tottenham, les centres d'accueil des jeunes ont été fermés sans préavis après que la mairie d'arrondissement (« council ») ait réduit le budget consacré à la jeunesse de 75%. Une partie de la jeunesse anglaise est désœuvrée, déscolarisée et sans emploi. L'inscription à l'université coûte désormais 8 000 livres par an. La mort de Mark Duggan a été l'étincelle qui a mis le feu aux poudres.

Cap Finistère : Qui étaient les émeutiers ?

Axelle Lemaire : Les insurrections des années 80 étaient clairement « raciales ». Cela semble moins évident dans les dernières émeutes, qui sont lues à travers un prisme plus social qu'ethnique, même s'il est encore trop tôt pour le confirmer. Les personnes arrêtées appartiennent majoritairement à des milieux très défavorisés. Les actes de vandalisme ont ciblé des commerces plus que des bâtiments publics. Cela montre que les symboles du pouvoir ont changé.

Cap Finistère : Les réponses du Gouvernement sont-elles satisfaisantes ?

Axelle Lemaire : Dans un premier temps, la police n'est pas intervenue en force. Pour ne pas jeter de l'huile sur le feu, mais aussi parce qu'elle n'avait pas les moyens de maintenir l'ordre. La justice a ensuite été très sévère (quatre ans de prison pour incitation à l'émeute par Facebook, par exemple). Plus de 2 000 personnes ont été interpellées. Une large majorité d'Anglais approuvent le caractère très punitif des peines prononcées. Cameron refuse de considérer la pauvreté comme un facteur explicatif et enferme son discours dans la dénonciation de la délinquance. Il faut bien sûr condamner sans appel ces actes de violence. Mais, pour éviter qu'ils ne se reproduisent, il faudra aussi chercher à en comprendre les causes. Une enquête parlementaire est en cours, à la demande initiale d'Ed Miliband. Il faut espérer que le rapport attendu, d'ici six à neuf mois, permettra de déboucher sur de vrais changements. 🌹



Agenda

17 septembre
10 h 00 - 16 h 15 :
Présentation des
candidats aux Primaires,
à Guipavas.

22 septembre
20 h 00 : Formation des
présidents, trésoriers
et assesseurs aux
Primaires, à Quimper.

28 septembre
Retransmission du débat
des Primaires dans
les locaux de Brest et
Quimper.

9 octobre
9 h 00 - 19 h 00 : Premier
tour des Primaires

16 octobre
9 h 00 - 19 h 00 : Deuxième
tour des Primaires

Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1212P 11428
N° 923 - Vendredi 16 septembre 2011
www.ps29.org - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22 - Fax : 02 98 53 12 20

Directeur de la publication : Marc COATANÉA

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44 - Fax : 02 98 43 64 03

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement

Réabonnement

Abonnement pour un an : 20 euros
Abonnement de soutien : à partir
de 25 euros

Chèque à l'ordre de :
Fédération du Finistère
du Parti Socialiste

En bref

Rentrée inquiétante

Claudy Lebreton, président de l'Assemblée des départements de France s'inquiète des conditions dans lesquelles s'effectue la rentrée scolaire 2011, notamment en raison de la baisse des effectifs d'enseignants. « Une nouvelle suppression de 16 000 postes cette année et ses conséquences doivent alerter l'ensemble de la communauté éducative », estime le Président de l'ADF. Claudy Lebreton entend rappeler que la rentrée dans les collèges se fait grâce à l'engagement de plus en plus important des conseils généraux dans les politiques éducatives.

En charge de la construction et l'entretien de plus de 7 000 collèges et équipements sportifs, les départements assurent, depuis 2005, le service quotidien des cantines scolaires, prennent en charge pour près de deux milliards d'euros le coût du transport scolaire, mettent en place les équipes et organisent le temps périscolaire. Ils investissent par ailleurs de plus en plus dans le matériel scolaire dont les manuels et maintenant, les outils numériques au service de l'éducation.

Depuis 2007, ce sont plus de 60 000 postes qui ont disparu avec des conséquences sur le nombre d'élèves par classe, le soutien aux enfants en difficulté et le maintien des enseignements optionnels.

Surtout, chacun s'accorde pour dire que les plus forts impacts de cette politique d'austérité dans l'éducation affectent les établissements des zones les plus en difficulté.

Le président de l'ADF déplore cette baisse continue de moyens et souhaite que le Gouvernement redonne à l'éducation la priorité qui devrait être la sienne pour la cohésion sociale de notre pays.

Primaires à Ouessant

Depuis le début de l'année 2011, la population de l'île d'Ouessant est en conflit avec le Conseil général du Finistère pour la sauvegarde de sa ligne aérienne. La section socialiste d'Ouessant est totalement solidaire de la population.

« L'avion est un service public de première importance pour notre commune insulaire, par ailleurs confrontée à de graves problèmes économiques et à

un déclin démographique accéléré.

Sous le prétexte de réaliser des économies, le Conseil Général du Finistère refuse cette évidence. Après avoir envisagé une suppression pure et simple de la liaison, il a voté, le 23 juin 2011, le renouvellement de la délégation de service public pour la liaison aérienne, mais en se basant sur une durée de 220 jours au lieu de 365 jours, comme précédemment.

Le Plan d'engagement avec les Iles Finistériennes (2010-2016) évoque nommément l'avion dans l'enjeu n° 3

« Développer les services à la population » et faire de la permanence des soins et de l'accueil des personnes âgées une priorité. Quel est la valeur de ce Plan d'engagement ?

Considérant que cette lutte pour la sauvegarde de la ligne aérienne est une priorité absolue, en réunion du 8 août 2011, la section socialiste d'Ouessant a décidé à l'unanimité de ne pas mener campagne pour les Primaires et de boycotter l'organisation et la tenue des Primaires sur l'île d'Ouessant.

Si le Parti Socialiste se bat à juste titre pour la défense de la notion de service public et contre la politique gouvernementale qui en organise la régression, il ne peut tenir un discours différent lorsqu'un service public local, géré par une collectivité de gauche est menacé. »

Extraits de la lettre du 9 août 2011, envoyée à Marc Coatanéa, Secrétaire fédéral par la Section d'Ouessant.

Annonces légales & judiciaires

SELARI MICHEL PETERS

SELARL d'Avocats
3, rue Kéravel - 29200 BREST
Tél. 02 98 47 64 76 - Fax 02 98 44 09 24
contact@cabinetpeters.fr

PILA

Société à Responsabilité Limitée
transformée en société par Actions Simplifiée
au capital de 1 000 euros
Siège social : 70, avenue Baron Lacrosse
ZAC de Kergaradec
29850 GOUESNOU
515 127 207 RCS BREST

AVIS DE TRANSFORMATION

Aux termes d'une délibération en date du 18 juillet 2011, l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés, statuant dans les conditions prévues par l'article L.227-3 du Code de commerce, a décidé la transformation de la société en société par Actions Simplifiée à compter du même jour sans création d'un être moral nouveau et a adopté le texte des statuts qui régiront désormais la société.

La dénomination de la société, son objet, son siège, sa durée et les dates d'ouverture et de clôture de son exercice social demeurent inchangées.

Le capital social reste fixé à la somme de 1 000 euros.

ADMISSION AUX ASSEMBLÉES ET DROIT DE VOTE : Tout associé peut participer aux Assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions. Chaque associé a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

TRANSMISSION DES ACTIONS : La cession d'actions, à l'exception de la cession aux associés, doit être autorisée par la société.

Monsieur Pierre GUILLEMIN, gérant, a cessé ses fonctions du fait de la transformation de la société.

Sous sa nouvelle forme de société par Actions Simplifiée, la société est dirigée par Monsieur Pierre GUILLEMIN demeurant 162, route de Leur Ar March - 29470 PLOUGASTEL DAULAS, en qualité de Président de la société.

Suivant décisions du Président en date du même jour, Madame Laure PODEUR, demeurant 162, route de Leur Ar March - 29470 PLOUGASTEL DAULAS a été nommée en qualité de Directrice Générale de la société.

Les commissaires aux comptes nommés : en qualité de Commissaire aux comptes titulaire, la société AXCE, domiciliée 18, rue Jean-Baptiste Boussingault - 29200 BREST et en qualité de Commissaire aux comptes suppléant, Monsieur Mickaël PEDEN, domicilié 18, rue Jean-Baptiste Boussingault - 29200 BREST.

Pour avis,
Le Président.

FIDAL

Société d'Avocats
305, rue Julien de la Gravière
CS 42923
29229 BREST CEDEX 2

Suivant acte sous seing privé en date à BREST du 1^{er} septembre 2011, enregistré au SIE de MORLAIX le 2 septembre 2011 Bordereau n°2011/878 Case n°5 Ext 2641.

La société **BRICOMÉTAL**, société à Responsabilité Limitée au capital de 20 000 euros, dont le siège social est à PLOUIGNEAU (29610) Zone industrielle de Kerbriant, immatriculée au RCS de BREST sous le numéro 489 525 329 agissant en qualité de plein propriétaire.

A vendu à la société RUBION, société à Responsabilité Limitée au capital de 100 000 euros, dont le siège social est à PLOUIGNEAU (29610) Zone industrielle de Kervanon, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de BREST sous le numéro 533 809 679.

Un fonds de commerce de négoce de tous matériaux, fournitures et matériel pour le bâtiment et le bricolage exploité à PLOUIGNEAU (29610) Zone industrielle de Kervanon pour lequel le VENDEUR est immatriculé au Registre du commerce et des sociétés de BREST sous le numéro 489 525 329.

Moyennant un prix de 200 000 euros s'appliquant pour 117 000 euros aux éléments incorporels, pour 83 000 euros aux éléments corporels.

Entrée en jouissance le 1^{er} septembre 2011.

Les oppositions seront reçues dans les dix jours de la dernière en date des publications légales au Cabinet FIDAL 305, rue Julien de la Gravière - 29200 BREST.

Pour insertion.